

DECLARATION DU NPS

A un peu plus de six mois des élections présidentielles et législatives, à sept semaines de la désignation de la candidate ou du candidat qui représentera les socialistes - et portera les espoirs de toute la gauche - en avril et mai prochains, l'université d'été des militants du Nouveau Parti Socialiste réunie à Saint-Nazaire se tient dans un climat marqué à la fois par un grand espoir et de réelles inquiétudes.

Espoir parce que, nous le savons, la victoire est à portée de main. Depuis 2002, la politique de la droite n'a cessé d'être désavouée par les Françaises et les Français, que cela soit lors des scrutins intermédiaires –notamment les dernières élections régionales – ou dans les puissants mouvements sociaux qui ont traversé le pays, comme au printemps dernier contre le Contrat Première Embauche. Chaque fois que l'occasion leur en était donnée – n'oublions pas le résultat sans appel du référendum sur le Traité constitutionnel européen de mai 2005 -, nos compatriotes ont manifesté avec force leur opposition aux politiques libérales et de déréglementation qui détruisent l'emploi, accroissent les inégalités et favorisent l'insécurité. Au « chacun pour soi » prôné par la droite au nom du « droit du plus fort » ils ont répondu par un « tous ensemble » au nom du principe de solidarité. Le désaveu de la politique menée depuis 2002 est incontestable et devrait permettre à la gauche d'aborder dans les meilleures conditions possibles les échéances électorales à venir. L'espoir que fait naître une telle situation est, de surcroît, renforcé par la capacité qu'ont eue les socialistes à se rassembler à deux reprises : lors de notre dernier congrès du Mans et pour la rédaction de notre projet. Nous avons alors su nous retrouver autour de propositions claires et susceptibles de mobiliser notre électorat en montrant notre capacité à répondre favorablement aux attentes exprimées par une grande majorité de nos compatriotes pour le renouvellement démocratique, une véritable justice sociale et une réorientation sociale des politiques européennes.

Pourtant, malgré toutes ces données qui devraient nous permettre d'aborder la période qui s'ouvre dans la plus grande sérénité, il faut bien constater que des interrogations fortes, voire de véritables inquiétudes, subsistent chez toutes celles et tous ceux qui veulent battre la droite pour faire triompher une autre vision de la société, plus juste, plus équitable, plus solidaire. Tout se passe comme si l'approche de l'élection présidentielle, au lieu d'apporter de la clarté dans le débat politique en opposant deux projets de société – celui de la gauche et celui de la droite -, ne faisait que semer de la confusion. La logique des institutions de la cinquième République semble avoir, une fois de plus, réveillé les vieux démons qui agitent notre parti. La multiplicité des candidatures proposées aux militants dans le cadre du vote de désignation qui interviendra le 16 novembre prochain semble nous paralyser. Une fois de plus nous prenons le risque de donner l'image d'une organisation plus préoccupée par le choc des ambitions que par celui des idées. C'est pour cela que le NPS avait proposé un autre calendrier qui nous aurait permis de consacrer la rentrée politique à la promotion de notre projet et au rassemblement de la gauche. De plus, l'emballement actuel de la campagne interne de désignation semble favoriser la multiplication des déclarations des différents candidats qui, sans doute pour se distinguer les uns des autres, oublient des engagements fermes que nous avons pris collectivement devant le pays et que les militants socialistes ont adopté à une écrasante majorité. Ne nous le cachons pas, cette situation est très préoccupante et mérite d'être traitée avec la plus grande attention. Nous n'avons pas le droit de gâcher l'occasion qui se présente à nous pour faire triompher une autre politique pour la France.

Dans une telle situation, les militants du NPS, en cohérence avec l'ensemble de leurs engagements antérieurs, décident de s'adresser aux différents candidats à l'investiture, au Premier secrétaire du PS, garant de l'unité des socialistes et du respect des votes de nos congrès et à l'ensemble des militants. Il nous semble que nous sommes les mieux placés pour effectuer cette démarche pour au moins trois raisons. Tout d'abord parce que nous sommes le seul courant du PS constitué autour d'idées et non pas autour d'un éventuel présidentiable ; nous refusons la logique quasi-monarchique de la cinquième République qui tend à substituer des destins individuels à une ambition collective. Ensuite parce que nous avons su favoriser l'unité des socialistes lors de notre dernier congrès du Mans. Enfin parce que nous avons combattu avec constance pour

l'ancrage à gauche et la rénovation du Parti socialiste, nécessaires à la victoire de la gauche. Nul ne peut croire que le résultat du référendum du 29 mai 2005 pourra être passé par pertes et profits.

Le Parti socialiste doit parler aux Français, combattre la droite, défendre ses propositions pour une France solidaire et rassembler la gauche. Le NPS, comme courant, à cette étape ne prendra position en faveur d'aucun des candidats à l'investiture des militants socialistes mais souhaite rappeler les engagements pris collectivement devant le pays. Sur chacun de ces points nous attendons des réponses. Il est temps de revenir à l'essentiel, c'est-à-dire à la confrontation, projet contre projet, avec la droite.

1. Rénover la démocratie, redonner un sens à la responsabilité politique.

Tout le monde le constate notre système institutionnel traverse une crise grave qui est d'abord et avant tout une crise de confiance de nos concitoyens envers les responsables politiques. Plusieurs cohabitations, l'habitude prise par l'actuel président de la République de ne jamais tenir compte de la volonté des Françaises et des Français et de maintenir coûte que coûte les orientations et les hommes qu'il a choisis et dont plus personne ne veut, le non-respect des engagements pris lors des campagnes électorales, la déconnexion de plus en plus flagrante entre les convictions et les ambitions... sont autant de motifs pouvant expliquer ce désamour. La cinquième République, sous sa forme actuelle, a montré ses limites. En favorisant un régime où les principes de la république cohabitent avec des habitudes héritées de la monarchie elle renforce le sentiment d'éloignement entre le peuple et ses élus et tout d'abord avec le Président de la République qui apparaît de plus en plus comme un « intouchable » pouvant décider de ce qu'il veut sans tenir compte des réalités politiques du pays. Cette situation détestable a encore été renforcée ces dernières années avec l'instauration du quinquennat et surtout par l'inversion du calendrier électoral qui soumet l'élection législative à l'élection présidentielle. Une telle situation qui nourrit le populisme et les extrémismes est porteuse de lourds dangers. Le candidat socialiste doit clairement s'engager à rénover en profondeur nos institutions, à redonner un sens à la responsabilité politique. Il est temps de faire vivre une véritable république parlementaire dans laquelle le Premier ministre présente une déclaration annuelle de politique générale suivie d'un vote du Parlement. Les pouvoirs des citoyens doivent pouvoir être renforcés dans le cadre d'une nouvelle république.

2. Combattre les inégalités, faire vivre la solidarité.

L'affirmation d'une politique socialiste de réduction des inégalités doit être un autre axe de la campagne que nous mènerons l'an prochain. Une politique pour le logement afin de casser la logique de ghettoïsation de nos territoires. Une politique de santé qui, à l'opposé de ce qu'a fait la droite, favorise la santé publique seule garante d'un accès égal aux soins. Une politique de lutte contre la pauvreté et la détresse sociale qu'elle engendre. Une politique de solidarité entre les générations garantissant notre système de retraites par répartition. Une politique de solidarité entre les territoires notamment grâce aux services publics. Une politique en faveur de l'école qui garantisse l'égalité de tous les jeunes, combatte les écoles ghettos et engage des moyens importants pour faire reculer l'échec scolaire et l'insécurité dans les établissements.

3. Agir pour une autre Europe au service des citoyens.

Le 29 mai 2005 une grande majorité de Françaises et de Français et notamment d'électeurs de gauche, ont manifesté avec force leur rejet de l'Europe libérale que voulait entériner le Traité constitutionnel européen. Celle ou celui que les socialistes désigneront doit d'abord clairement indiquer qu'il a compris le message envoyé par les électeurs et qu'il s'engage, s'il est élu, à mettre le veto de la France à toute tentative de réintroduire par la fenêtre ce que le peuple a fait sortir par les urnes. La question de l'emploi et des délocalisations a été au cœur de la campagne référendaire et a pesé très fortement sur le résultat du vote. Depuis le 29 mai rien n'a changé dans ce domaine, bien au contraire, et chaque jour de nouveaux emplois disparaissent de notre territoire. Pour lutter contre les délocalisations, la France doit porter en Europe la proposition d'imposer un Tarif extérieur commun à l'encontre des marchandises produites dans les pays ne

respectant pas des normes sociales minimales. Plus généralement nous devons affirmer notre volonté de faire de l'Union européenne une véritable démocratie au service des citoyens et non pas des marchés. L'Europe doit avoir un rôle pour la promotion d'un développement durable respectueux de l'environnement et de rapports commerciaux équitables entre le Nord et le Sud, à l'encontre des tendances actuelles de la mondialisation libérale.

4. Assurer une meilleure redistribution des richesses au profit des salariés.

La question salariale est une autre préoccupation majeure de nos électeurs qui ont le sentiment de subir une érosion de leur pouvoir d'achat alors que dans le même temps les profits s'emballent. Le prochain gouvernement de gauche doit non seulement s'engager à convoquer une conférence salariale avec l'ensemble des partenaires sociaux, mais il doit aussi clairement indiquer qu'en cas d'échec de cette conférence – par exemple à cause de blocages du MEDEF – il prendra toutes ses responsabilités. Notre engagement est clair : il faut revaloriser les revenus du travail au détriment des revenus du capital et inverser la tendance funeste qui a fait, ces dernières années, passer près de 10 % de la valeur ajoutée des salaires vers les profits. Un tel objectif signifie une revalorisation des bas salaires, en premier lieu du SMIC, et que soit initiée une nouvelle politique fiscale ayant pour objectif prioritaire la réduction des inégalités.

5. Défendre et renforcer notre modèle républicain d'intégration.

Les difficultés auxquelles est confrontée notre société et les problèmes de populations soumises à des conditions d'une très grande précarité permettent à la droite de chercher à remettre en cause notre modèle républicain d'intégration pour y substituer un communautarisme de type anglo-saxon. Au moment où tous les spécialistes constatent la supériorité de l'intégration sur le communautarisme, alors que la Grande-Bretagne vient de mettre le doigt sur les conséquences dramatiques du système qu'elle a mis sur pied, au lendemain de l'ouragan Katrina qui a mis en évidence les effets catastrophiques de territoires organisés en une mosaïque de ghettos... la gauche doit clairement s'opposer à ce projet dévastateur. La France doit rester un pays d'intégration, les principes de l'égalité républicaine doivent non seulement être préservés mais renforcés et le communautarisme qui favorise les conflits doit être clairement rejeté.

Tous ces points ne sont pas des exigences du seul NPS mais des engagements que les militants socialistes dans leur ensemble ont pris à plusieurs reprises et qui semblent parfois quelque peu oubliés par celles et ceux qui s'apprêtent à solliciter le vote de ces mêmes militants. Il nous appartient de veiller à ce qu'ils restent au cœur du projet que nous défendrons lors des prochaines élections présidentielles et législatives.

Ces engagements doivent aussi nous permettre de rassembler au-delà de notre propre parti l'ensemble de la gauche autour d'un programme fédérateur, car nous savons que c'est une condition sine qua non de la victoire. Toute tentation d'engager une autre stratégie, de chercher de nouvelles alliances, ne peut qu'aboutir à un désastre électoral et à la constitution de graves divisions entre les socialistes. Le rassemblement de la gauche reste la seule stratégie nous permettant de battre la droite en 2007. A cela aussi nous veillerons avec la plus grande attention.

Adopté le 23 septembre 2006 à Saint Nazaire.